

Inside Secure

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2013)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Antoine OLANDA
38 parc du Golf
13856 Aix-en-Provence

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2013)

Aux Actionnaires
Inside Secure
Rue de la Carrière de Bachasson
13590 Meyreuil

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Inside Secure, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

La note 2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du revenu et à la comptabilisation des opérations libellées en devise.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Lors de l'arrêté de ses comptes, votre société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment les provisions pour couvrir les risques éventuels de dépréciation des titres de participation, l'activation des frais de développement, et les provisions sur stocks et pour risques et charges.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

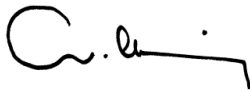
Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Aix-en-Provence, le 23 avril 2014

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Philippe Willemin

Antoine OLANDA



BILAN

ACTIF en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	3.1	41 835	12 904	28 931	35 053
Immobilisations corporelles	3.1	12 089	8 102	3 986	3 301
Immobilisations financières	3.2	16 854	6 002	10 851	10 960
Actif immobilisé		70 777	27 008	43 769	49 314
Stocks	3.4	16 046	5 296	10 750	13 141
Avances et acomptes versés sur commandes		454		454	319
Créances clients	3.5	15 093	1 166	13 927	14 837
Autres créances	3.5	23 585		23 585	15 389
Valeurs mobilières de placement	3.6	7 639		7 639	1 852
Disponibilités	3.6	21 322		21 322	46 522
Actif circulant		84 139	6 462	77 677	92 060
Charges constatées d'avance	3.12	1 210		1 210	1 377
Ecarts de conversion actif	3.13	127		127	297
Comptes de régularisation		1 337	0	1 337	1 674
TOTAL ACTIF		156 253	33 471	122 783	143 047
PASSIF en milliers d'euros		31 décembre 2013		31 décembre 2012	
Capital	3.7			13 597	13 597
Prime d'émission et d'apport	3.7			162 101	162 080
Réserve indisponible	3.7			9 998	9 998
Report à nouveau	3.7			(92 521)	(60 275)
Résultat	3.7			(23 854)	(32 311)
Capitaux propres				69 322	93 089
Provisions pour risques et charges	3.8			2 406	1 500
Emprunts et dettes financières divers	3.5			24 337	12 953
Concours bancaires courants	3.5				238
Avances et acomptes reçus	3.5			2 380	1 248
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.5			8 870	10 293
Dettes fiscales et sociales	3.5			6 273	5 222
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3.5			-	-
Autres dettes	3.5			3 507	9 130
Dettes				47 772	40 584
Produits constatés d'avance	3.12			5 686	9 281
Ecarts de conversion passif	3.13			2	93
Comptes de régularisation				5 689	9 374
TOTAL PASSIF				122 783	143 047

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT en milliers d'euros	Note	Exercice 2013	Exercice 2012
Chiffre d'affaires	4.1	115 954	94 695
Production stockée		(1 174)	(2 529)
Subventions d'exploitation		(24)	632
Reprises sur dépréciations et provisions	3.8	5 159	1 555
Transferts de charges	4.8	1 121	675
Autres produits		22	23
Total produits d'exploitation		121 057	95 050
Achats matières et marchandises		57 959	54 486
Variations de stocks		(8 862)	(4 127)
Autres achats et charges externes		53 481	47 858
Impôts taxes et versements assimilés		1 378	1 135
Salaires et traitements	4.3 et 4.4	15 350	12 852
Charges sociales		5 377	5 505
Dotations aux amortissements et dépréciations			
- Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	3.1	10 784	2 757
- Sur immobilisations : Dotations aux provisions	3.1		
- Sur actifs circulants : Dotations aux dépréciations	3.8	6 483	1 985
Dotations aux provisions		850	628
Autres charges		4 744	3 771
Total charges d'exploitation		147 544	126 850
RESULTAT D'EXPLOITATION		(26 487)	(31 799)
Produits financiers de participations			
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		383	626
Reprises de provisions	3.8	297	415
Différences positives de change		2 684	5 310
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		2	51
Total produits financiers		3 366	6 402
Dotations aux provisions	3.8	191	4 419
Intérêts et charges assimilés		189	112
Différences négatives de change		3 715	6 532
Total charges financières		4 095	11 063
RESULTAT FINANCIER		(729)	(4 661)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2	1
Produits exceptionnels sur opérations en capital		128	295
Reprises de provisions exceptionnelles			
Total produits exceptionnels		130	296
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2	343
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		121	147
Dotations aux amortissements et provisions		1 154	10
Total charges exceptionnelles		1 277	499
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 147)	-203
Impôt sur les bénéfices			
Crédit d'impôt recherche	4.9	4 510	4 353
RESULTAT NET COMPTABLE		(23 854)	(32 311)

Notes annexes aux comptes annuels

Le bilan, avant répartition de l'exercice, présente un total de 122 689 milliers d'euros et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, un chiffre d'affaires de 115 954 milliers d'euros, pour une perte de 23 854 milliers d'euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1. Informations générales sur la Société

1.1 Faits caractéristiques de l'exercice

INSIDE Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») propose une gamme complète de solutions de sécurité embarquées pour les appareils mobiles et connectés. Cette offre s'appuie sur la propriété intellectuelle développée au sein du groupe qui peut être licenciée ou cédée, sur des solutions logicielles et des semi-conducteurs fabriqués en mode sans usine « fables ».

Les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245.

La Société est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Son siège social se situe à l'Arterparc Bachasson, rue de la carrière de Bachasson à Meyreuil (13590), France.

Ainsi qu'annoncé le 6 mars 2013, INSIDE Secure a lancé un plan de réorganisation de ses activités dans le monde. Ce plan devait permettre de réduire les coûts opérationnels (dans le cadre de la réorientation des priorités stratégiques du Groupe sur ses marchés), par une diminution de ses frais administratifs et commerciaux, un recentrage de l'activité recherche et développement et une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Au 31 décembre 2013, INSIDE Secure a quasiment finalisé son projet de réduction d'effectifs, tant en France que dans les filiales étrangères concernées par le plan.

1.2 Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Le 5 avril 2014, le Groupe a annoncé avoir fait l'acquisition de la société Metaforic, leader dans le développement de technologies de code logiciel impénétrable (« Obfuscation ») et de logiciels de sécurité spécialisés dans le cryptage, à destination des marchés du paiement mobile et de la banque mobile notamment. De telles technologies sont indispensables pour renforcer la sécurité des paiements mobiles basés sur la technologie HCE (« Host Card Emulation »), des porte-monnaies électroniques et des applications bancaires mobiles. Financée jusqu'alors par des fonds de capital-risque, Metaforic est une société basée en Écosse et qui opère également dans la Silicon Valley en Californie. Vault-IC (UK) Ltd, filiale à 100% d'INSIDE Secure, a acquis l'intégralité des actions de la société Metaforic Ltd pour un montant de 11,6 millions de dollars versés en numéraire à la date de réalisation de l'opération et pourrait verser en 2015 un complément de prix d'un montant maximal de 4,5 millions de dollars, sous réserve de la réalisation de différents objectifs commerciaux fixés pour l'année 2014.

2. Règles et méthodes comptables

2.1 Principes comptables et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des

coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général applicables à la clôture de l'exercice.

(a) Monnaie de présentation

L'essentiel des transactions d'achat et de vente de la Société est réalisé en dollars américains (« dollars »). Cependant, conformément aux dispositions du Code de Commerce, la Société présente ses comptes sociaux en euros. Le cours de clôture du dollar par rapport à l'euro est passé de 1,3194 dollars pour 1 euro en décembre 2012 à 1,37910 dollars en décembre 2013.

(b) Comptabilisation du chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités de la Société. Les produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises.

La Société comptabilise les produits lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront à la Société et que des critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités de la Société décrite ci-après.

La Société commercialise principalement des circuits intégrés et des solutions logicielles.

1) Reconnaissance du revenu – Vente des circuits intégrés

Les produits de la Société sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables n'incluant pas de droit de retour, d'obligation significative post-livraison ou toute autre provisions similaire excepté les conditions générales de ventes. Le revenu est reconnu pour les produits à la livraison lors du transfert de risque et de propriété, conformément aux incoterms déterminés dans les contrats, le prix est fixe est déterminé et le recouvrement de la créance apparaît assuré de manière raisonnable.

2) Reconnaissance du revenu – Activités de services

Le revenu des activités de service est reconnu sur la période lorsque que le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable.

Les licences d'utilisation de logiciels ne nécessitant pas de développements spécifiques sont constatées en chiffre d'affaires lors de la cession du droit d'utilisation de la licence ou en accord avec les termes contractuels spécifiques.

Les revenus correspondant aux activités de développement de plateformes logicielles spécifiques sont reconnus selon la méthode à l'avancement qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'avancement des développements selon un critère appliqué de manière systématique. Le pourcentage d'avancement jusqu'à l'achèvement est fonction des coûts réels engagés comparés au coût total estimé du projet. Les pertes sur contrats sont reconnues dans la période où elles deviennent probable et dans la mesure où elles peuvent être estimées de manière fiable.

3) Reconnaissance du revenu – Redevances de licences de propriété intellectuelle

Les redevances correspondent aux revenus provenant de technologies licenciées à certains clients de la Société. Les redevances peuvent être fixes et / ou variables. Les redevances fixes sont reconnues linéairement sur les périodes contractuelles au cours desquelles ils ont été générés. Les redevances variables sont en général fonction des ventes réalisées par les clients et sont donc par définition difficiles à estimer. De façon à rattacher les produits aux périodes correspondantes, la Société s'appuie

principalement sur les confirmations reçues des clients. En général, les confirmations sont reçues des clients dans le trimestre suivant la livraison des produits.

4) Reconnaissance du revenu – Maintenance

En règle générale, la vente de licences d'utilisation de logiciels est accompagnée d'un contrat de maintenance incluant des mises à jour périodiques et une prestation de support technique. Les revenus correspondant aux activités de maintenance sont reconnus linéairement sur la période couverte par les prestations.

5) Reconnaissance du revenu – Vente de brevets

Le développement de technologies peut donner lieu à la vente de brevets, alternativement à la concession de licences d'exploitation de ceux-ci. La cession de brevet est reconnue en chiffre d'affaires lorsqu'elle constitue une transaction ordinaire et que la propriété et les risques et avantages associés ont été transférés en totalité à l'acquéreur.

6) Contrats à éléments multiples

Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.

7) Recouvrabilité

Dans le cadre du processus de reconnaissance du revenu, la Société détermine si les créances commerciales sont recouvrables de manière probable sur la base de plusieurs facteurs, et notamment s'il y a eu une détérioration de la qualité du crédit des clients qui pourrait engendrer une impossibilité de revente de ces créances.

8) Produits constatés d'avance et facturation à établir

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le revenu n'a pas été reconnu sur la période.

(c) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont essentiellement composées de droits d'utilisation de licences de logiciels et de coûts de développements en interne d'applications informatiques amortis sur leur durée d'utilité, estimée à trois années.

Les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables sont inscrites à l'actif du bilan dans la mesure où la Société dispose des ressources nécessaires afin de mener à bien la mise au point des programmes de développement précisément définis et qu'elle bénéficiera d'avantages économiques futurs, soit du fait de l'abandon de l'avance remboursable, soit du fait des flux de trésorerie générés par les ventes futures de produits développés dans ce cadre.

(d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements sont pratiqués selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens :

- 3 à 5 ans pour le matériel de recherche et développement,
- 3 à 10 ans pour les agencements et aménagements de constructions,

- 3 à 5 ans pour le matériel de bureau,
- 3 à 8 ans pour le mobilier.

(e) Stocks

Les stocks sont constitués essentiellement des produits semi-finis (wafers, modules et autres produits). Ils sont valorisés à leur prix de revient selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Le prix de revient comprend le coût des matières premières, de la sous-traitance et les coûts directs et indirects attribuables.

La Société analyse régulièrement les quantités en stocks pour identifier les éventuels stocks excédentaires, le risque d'obsolescence technique et les stocks dont le coût excède leur valeur de marché. Elle enregistre, le cas échéant, une provision au cas par cas correspondant à ces pertes de valeur.

(f) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée, après analyse, au cas par cas, lorsque la valeur recouvrable est jugée inférieure à la valeur comptable.

(g) Opérations libellées en devises

Comme indiqué précédemment, l'essentiel des transactions d'achat et de vente de la Société est réalisé en dollars

En 2013, la Société a eu recours à des opérations de couverture de change pour couvrir son exposition dans sa monnaie fonctionnelle, le dollar contre l'euro.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités figurent au bilan pour leur contrevaletur en euros au cours du dernier jour de l'exercice. La différence résultant de la réévaluation de ces actifs et passifs en devises est portée au bilan dans le poste « Ecart de conversion actifs » ou « Ecart de conversion passif ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

(h) Subventions et crédit d'impôt recherche

Des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. La Société enregistre ces subventions dans le compte de résultat « Subventions d'exploitation » (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Une avance remboursable sous conditions est traitée comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat) s'il est établi que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, il est classé en dettes.

Les crédits d'impôt recherche octroyés pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique sont comptabilisés en crédit d'impôt sous la rubrique « Impôts sur les bénéfices » conformément à la recommandation de l'ANC du 11 janvier 2011. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en « Autres actifs ».

(i) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice 2013.

3. Compléments d'informations relatifs au bilan

3.1 Etat des immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	Augmentations par achats	Reclassements de postes	Diminutions	31 décembre 2013
Licences et logiciels	31 525	465	-	-	31 990
Capitalisation des frais de R&D	1 604	2 503	-	-	4 107
Fonds Commercial	5 502	236	-	-	5 738
Total des immobilisations incorporelles	38 631	3 204	-	-	41 835
Agencements aménagements des constructions	1 042	1 502	-	(992)	1 553
Installations techniques Matériel et outillage industriel	7 807	480	-	(163)	8 124
Agencements aménagements divers	26	3	-	-	30
Matériel de bureau et informatique mobilier	2 119	92	-	(133)	2 077
Immobilisations en cours	144	162	-	-	306
Total immobilisations corporelles	11 138	2 239	-	(1 288)	12 089

Des frais de développement liés à deux projets pour un montant de 2 503 milliers d'euros ont été activés en 2013. Ces deux projets d'une durée de trois ans, sont financés par des avances remboursables et par des subventions classiques. Les frais de recherche capitalisés sont limités à la partie du projet financée par avances remboursables.

Les principales variations de l'exercice des immobilisations corporelles sont relatives aux aménagements du nouveau siège social à Meyreuil ainsi qu'à l'acquisition d'un équipement de test.

Les amortissements se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	Dotations	Reprises	31 décembre 2013
Licences et logiciels	3 826	9 068	-	12 894
Capitalisation des frais de R&D	-	-	-	-
Total des immobilisations incorporelles	3 826	9 068	-	12 894
Agencements aménagements des constructions	873	105	(895)	84
Installations techniques Matériel et outillage industriel	5 035	1 292	(163)	6 164
Matériel de bureau et informatique mobilier	1 671	317	(133)	1 855
Total immobilisations corporelles	7 579	1 715	(1 191)	8 102

Les valeurs nettes comptables se présentent comme suit (en milliers d'euros) :

Valeurs nettes comptables	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Licences et logiciels	19 096	27 699
Capitalisation des frais de R&D	4 107	1 604
Fonds Commercial	5 738	-
Total immobilisations incorporelles	28 941	29 302
Agencements aménagements des constructions	1 469	169
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 960	2 785
Agencements aménagements divers	30	14
Matériel de bureau et informatique, mobilier	222	448
Immobilisations en cours	306	134
Total immobilisations corporelles	3 986	3 550

3.2 Etat des immobilisations financières

Les immobilisations financières se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	Augmentations ou dotations	Diminutions ou reprises	31 décembre 2013
Titres de participation	14 683	-	-	14 683
Obligations convertibles Twinlinx	171	-	-	171
Créance Obligataire	72	-	-	72
Créance SIDS	1 500	-	-	1 500
Dépôts et cautions versées	399	-	(66)	333
Provision Interêts SIDS	95	-	-	95
Immobilisations financières brutes	16 919	-	(66)	16 854
Provisions sur titres de participation	(4 122)	(43)	-	(4 165)
Provision sur obligations convertibles	-	-	-	-
Provision sur créance obligataire	(1 837)	-	-	(1 837)
Immobilisations financières nettes	10 960	(43)	(66)	10 851

La Société a souscrit à des obligations convertibles émises par Twinlinx, une société développant des semi-conducteurs, qui venaient à échéance en 2011. Twinlinx ne disposant pas des ressources financières pour rembourser le prêt, la créance a été provisionnée à 100%.

La Société a accordé en 2009 à la société SIDS, holding de contrôle d'une société intervenant dans le domaine de la sécurité numérique, un prêt remboursable en numéraire à échéance au 30 juin 2010, prorogé jusqu'au 31 mars 2011. SIDS ne disposant pas des ressources financières pour rembourser le prêt, la créance a été provisionnée à 100%.

Pour mémoire, la Société a acquis l'activité ESS le 1er décembre 2012. La transaction a été réalisée par transferts d'actifs et passifs, mais également par acquisition d'actions de sociétés. Dans ce cadre, la société a acquis 100 % des actions de INSIDE Secure B.V (anciennement AuthenTec B.V), elle-même détentrice de 100% des actions de INSIDE Secure Amsterdam B.V (anciennement AuthenTec Amsterdam B.V) et de 100% des actions d'INSIDE Secure Oy (anciennement AuthenTec Oy), des sociétés dédiées principalement à l'activité de recherche et développement et au marketing des produits.

La société a procédé à une dépréciation à 100% des titres de sa filiale Polonaise faisant suite à l'annonce de sa fermeture.

3.3 Etat des crédits-bails

Au 31 décembre 2013, la Société a deux contrats de crédit-bail en cours (en milliers d'euros):

	Redevances payées en	Redevances restant à payer			Total à payer
		2013 A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de cinq ans	
Materiel informatique	328	366	214	-	580
Machine de production	140	107	-	-	107
Total	468	473	214	-	687

3.4 Etat des stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Matières premières	8 240	5 664
Produits semi-finis	7 605	10 869
Produits semi-finis en transit	138	-
Produits revendus en état	62	74
Stocks bruts	16 046	16 608
Provision	5 296	3 467
Stocks nets	10 750	13 141

Au cours de l'année 2013, la Société a constitué des stocks « stratégiques » afin de faire face aux difficultés opérationnelles de l'un de ses fournisseurs de wafers, la société LFoundry. Ce fournisseur a en effet cessé ses activités et une procédure de liquidation de la société a été ouverte en décembre 2013. Les produits concernés sont des produits que seule la société LFoundry était susceptible de fabriquer. Au 31 décembre 2013, ces stocks s'élèvent à 3 381 milliers d'euros en valeur brute et doivent permettre de faire face aux besoins des clients actuels du Groupe pour les années 2014 et 2015.

La dotation aux provisions pour dépréciation des stocks est liée au niveau des stocks jugés excédentaires notamment évalué par rapport au carnet de commandes, ainsi qu'à l'obsolescence.

La Société a constitué au deuxième semestre 2013 une provision pour dépréciation des stocks pour un montant de 2 622 milliers d'euros liée aux difficultés du principal client du Groupe sur le segment des microcontrôleurs NFC. Sur la base des informations disponibles, la Société estime avoir provisionné la totalité du risque de stocks sur ce client.

3.5 Etat des échéances des créances et des dettes

Les échéances des créances sont les suivantes :

Échéance des créances en milliers d'euros	31 décembre 2013	A	A
		1 an au plus	plus d'un an
Autres immobilisations financières	423	-	423
Créances clients	15 093	15 093	-
Personnel et comptes rattachés	41	41	-
Crédit d'impôt recherche	16 124	-	16 124
Taxe sur la valeur ajoutée	2 049	2 049	-
Divers Etat et autres collectivités publiques	94	94	-
Groupe et associés	1 774	1 774	-
Débiteurs divers	3 503	3 503	-
Total	39 101	22 554	16 547

Les échéances des dettes sont les suivantes (en milliers d'euros) :

Échéance des dettes en milliers d'euros	31 décembre 2013	De 1 a 5 ans	A plus de
			5 ans
Emprunts et dettes financières à plus 1 an à l'origine	370	370	-
Instruments financiers	428	428	-
Monetisation du CIR	9 662	0	9 662
Emprunts et dettes financières divers	631	631	-
Fournisseurs et comptes rattachés	8 870	8 870	-
Personnel et comptes rattachés	3 517	3 517	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 392	2 392	-
Impôts sur les bénéfices	-	-	-
Taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-
Autres impôts et taxes assimilés	364	364	-
Groupe et associés	13 245	13 245	-
Avances et acomptes recus sur commandes en cours	-	-	-
Avoir à établir	-	-	-
Autres dettes	902	902	-
Avance remboursable	2 605	2 605	-
Total	42 986	33 324	9 662

La Société a mis en place au cours du quatrième trimestre 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor dont la durée initiale a été portée à 3 ans en 2013, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance crédit. Le risque de non recouvrement et de retard de paiement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme ne sont plus comptabilisées au bilan au 31 décembre 2013. La dette relative à ces contrats a été reclassée en diminution des créances au 31 décembre 2013.

Le montant des créances cédées dont l'échéance est postérieure au 31 décembre, pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée et qui ne figure donc plus à l'actif du bilan, est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2013
Créances cédées et sorties de l'actif	9 676	3 380
Réserve de garantie	(331)	(124)
Trésorerie recue en contrepartie des cessions de créances	9 345	3 256

3.6 Trésorerie

La trésorerie s'analyse de la façon suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Liquidités en banques	16 914	19 470
Valeurs mobilières de placement nanties	293	293
Valeurs mobilières de placement	7 346	1 559
Dépôts à terme	4 408	27 052
Total	28 961	48 374

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Les coûts des frais accessoires relatifs à l'acquisition des placements ont été intégrés.

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

3.7 Variation des capitaux propres et composition du capital social

La variation des capitaux propres de présente comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	Affectation	Augmentation	Diminution	31 décembre 2013
Capital	13 597				13 597
<i>Nombre d'actions</i>	<i>33 993 562</i>				<i>33 993 562</i>
<i>Valeur nominale</i>	<i>0,40 €</i>				<i>0,40 €</i>
Primes	162 080		21		162 101
Réserves réglementées	9 998				9 998
Autres réserves	(388)		(117)	65	(439)
Report à nouveau	(59 887)	(32 311)		117	(92 082)
Résultat de l'exercice (perte)	(32 311)	32 311	(23 854)		(23 854)
Capitaux propres	93 089	-	(23 949)	182	69 322

La perte de l'exercice clos le 31 décembre 2012 a été affectée au report à nouveau débiteur par décision de l'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2013.

	Capital	Prime d'émission	Prime d'apport	Bons de souscription	Réserve indisponible
A l'ouverture au 1er janvier 2013	13 597	161 270	461	350	9 998
Souscriptions de BSA	-	-	-	21	-
Exercice de stock options	-	-	-	-	-
Variation	-	-	-	21	-
A la clôture au 31 décembre 2013	13 597	161 270	461	371	9 998
	(13 597)	(161 270)	(461)	(371)	(9 998)

Prime d'émission (162 101)

Des bons de souscription d'actions ont été souscrits au cours de l'exercice pour 21 milliers d'euros.

Les BSA émis par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2013 sont les suivants :

Date émission BSA	Nombre BSA souscrits	Prix souscription en euros	Nombre maximal d'actions à souscrire en exercice des BSA	Prix unitaire de souscription des actions à souscrire en exercice des BSA en €*	Date Expiration	Note
16 juin 2005	1	100	43 332	5,77	8 juillet 2015	
16 juin 2005	1	100	52 000	5,77	8 juillet 2015	
31 juillet 2006	4 600	2,36 par bon	18 400	3,94	20 novembre 2016	
30 août 2007	750	4,23 par bon	3 000	7,06	6 novembre 2017	3
30 août 2007	2 300	4,23 par bon	8 820	7,06	4 juin 2019	4
21 septembre 2007	1 000	4,23 par bon	4 000	7,06	30 juin 2018	4
21 septembre 2007	1 000	4,23 par bon	4 000	7,06	3 juillet 2018	4
21 décembre 2007	2 000	6,03 par bon	8 000	10,05	22 août 2018	4
18 décembre 2008	750	4,23 par bon	3 000	7,06	4 mai 2019	4
18 décembre 2008	3 200	4,02 par bon	12 800	10,05	24 mars 2019	5
1 octobre 2010	50 000	4,18 par bon	212 976	4,75	1 octobre 2015	3
22 octobre 2012	20 000	1,07	20 000	2,19	22 octobre 2022	
Total	85 602					

Note 1 : Ou 5 ans à compter des l'admission de tout ou partie des titres de la société sur un marché réglementé européen ou nord américain et au plus tard le 8 juillet 2015.

Note 2 : Ou avant l'admission d'actions de la société aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger.

Note 3 : Ou au plus tard la veille de la réalisation d'un événement de liquidité défini contractuellement.

Note 4 : Exerçable par tranches

Note 5 : Exerçable par tranches ou en totalité à compter du transfert de l'apport de titres représentant et/ou donnant accès à au moins 90% du capital de la société

* L'assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2011 a décidé de diviser la valeur nominale des actions par 4 la ramenant de 1,60 € à 0,40 €.

Les actions gratuites émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

Date d'attribution des Actions gratuites	Nombre d'Actions gratuites pouvant être définitivement attribuées au 31/12/2013	Nombre d'Actions attribuées définitivement en 2013	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des Options	Nombre d'actions gratuites perdues au cours de l'année 2013
30.06.2010	110 000	-	-	-
06.04.2012	173 250	-	-	36 620
26.07.2012	2 200	-	-	-
26.07.2012	0	-	-	4 000
26.07.2012	63 510	-	-	-
17.10.2012	160 000	-	-	-
20.12.2012	10 000	-	-	-
Total	518 960			40 620

Les options de souscription d'actions émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

Date d'attribution des Options	Nombre d'Options attribuées en cours de validité au 31/12/2013	Prix de souscription des Options (en €)	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des Options	Nombre des Options levées au cours de l'année 2013	Prix de souscription des actions sur levée des Options (en €)*	Date d'expiration des Options
17.02.2006	72 302	Gratuit	72 302	-	3,9425	20.10.2015
02.06.2006	51 904	Gratuit	51 904	-	3,9425	20.10.2015
02.06.2006	151 400	Gratuit	151 400	-	3,9425	02.06.2016
02.02.2007	11 700	Gratuit	11 700	-	7,055	02.06.2016
03.11.2008	21 600	Gratuit	21 600	-	10,0525	02.06.2016
03.11.2008	60 800	Gratuit	60 800	-	10,0525	19.06.2017
26.07.2012	14 490	Gratuite	14 490	-	3,07	26.07.2022
20.02.2013	190 000	Gratuit	190 000	-	2,89	20.02.2023
20.02.2013	40 000	Gratuit	40 000	-	2,89	20.08.2023
03.05.2013	100 000	Gratuit	100 000	-	2,54	03.05.2023
20.06.2013	20 000	Gratuit	20 000	-	2,85	20.12.2022
27.08.2013	35 000	Gratuit	35 000	-	2,45	27.02.2023
27.08.2013	105 000	Gratuit	105 000	-	2,45	27.08.2023
Total	874 196		874 196			

* L'assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2011 a décidé de diviser la valeur nominale des actions par 4 la ramenant de 1,60 € à 0,40 €.

3.8 Etat des provisions

Les provisions pour risques et charges se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	Augmentations Dotations	Regroupement d'entreprise	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	31 décembre 2013
Provisions pour pertes de change	(297)	(148)			302	(143)
Autres provisions pour risques	(511)	(1 590)			469	(1 632)
Provisions indemnités retraites	(692)	(136)			197	(631)
TOTAL I	(1 500)	(1 873)	-	-	967	(2 406)
Provisions pour dépréciation						
Sur immobilisations incorporelles	(10)					(10)
Sur titres de participation	(4 122)	(43)				(4 165)
Sur autres immobilisations financières	(1 837)					(1 837)
Sur stocks et en cours	(3 467)	(5 114)		1 988	1 297	(5 296)
Sur comptes clients	(926)	(1 367)		683	444	(1 166)
TOTAL II	(10 361)	(6 524)	-	2 671	1 741	(12 474)
TOTAL GENERAL (I) + (II)	(11 861)	(8 397)	-	2 671	2 709	(14 880)

Provisions pour pertes de change

Les provisions pour pertes de change correspondent aux pertes latentes de change nettes sur les positions bilancielle. La Société comptabilise des provisions pour indemnités de départ en retraite sur la base de calculs et d'hypothèses actuariels. La direction de la Société considère que les coûts finaux susceptibles d'être engendrés par ces litiges n'auront pas d'impacts significatifs sur la situation financière de la Société.

Litiges sociaux et commerciaux

La Société est sujette à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction de la Société considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière consolidée du Groupe, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

Provision pour restructuration

Ainsi qu'annoncé le 6 mars 2013, INSIDE Secure a lancé un plan de réorganisation de ses activités dans le monde. Ce plan devait permettre de réduire les coûts opérationnels (dans le cadre de la réorientation des priorités stratégiques du Groupe sur ses marchés), par une diminution de ses frais administratifs et commerciaux, un recentrage de l'activité recherche et développement et une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Au 31 décembre 2013, INSIDE Secure a finalisé son projet de réduction d'effectifs, tant en France que dans les différents pays étrangers concernés par le plan. Une charge pour indemnités de licenciements versés et autres coûts associés a été comptabilisée pour 5 373 milliers d'euros sur l'exercice 2013. Le Groupe a par ailleurs comptabilisé une provision pour restructuration relative aux derniers départs notifiés avant la clôture et devant intervenir durant le premier trimestre 2014 pour un montant total de 1 183 milliers d'euros.

3.9 Avances ou crédits alloués aux dirigeants

Conformément à la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la Société.

3.10 Produits à recevoir

Les produits à recevoir se répartissent comme suit au bilan au 31 décembre 2013 :

En milliers d'euros	Montant
Subventions produits à recevoir	0
Crédit impôt recherche	4 701
CICE	94
Clients factures à établir	2 337
Natixis à recevoir	2 117
Total	9 249

3.11 Charges à payer

Les charges à payer se répartissent comme suit au bilan au 31 décembre 2013 :

En milliers d'euros	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 932
Dettes fiscales et sociales	5 081
Autres dettes	631
Total	8 644

3.12 Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance et les produits constatés d'avance se répartissent comme suit au 31 décembre 2013 :

En milliers d'euros	Montant
Charges d'exploitation	1 210
Total	1 210
En milliers d'euros	Montant
Produits d'exploitation	5 686
Total	5 686

Les charges constatées d'avances correspondent à des charges courantes d'exploitation engagées et comptabilisées avant leur fait générateur.

Les produits constatés d'avance correspondent à des produits d'exploitation facturés à un client selon les termes contractuels mais dont le revenu n'a pas été reconnu sur l'exercice.

3.13 Ecart de conversion sur opérations en devises

L'écart de conversion sur opérations en devises se détaille comme suit au 31 décembre 2013 :

Nature des écarts en milliers d'euros	Montant actif	Différences compensées par une couverture de change	Provision pour perte de change	Montant passif
Créances	127	-	127	-
Dettes d'exploitation	2	-	2	2
Total	129	-	129	2

4. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

4.1 Ventilation du chiffre d'affaires

La Société a réalisé 90% de son chiffre d'affaires 2013 à l'export et 10% en France.

4.2 Résultat net par action

En milliers d'euros	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Résultat net de l'exercice	(7 603)	(9 587)	(3 751)	(16 451)	(32 311)	(23 854)
Nombre d'action	11 109 048	11 193 832	21 677 620	21 724 324	33 993 562	33 993 562
Résultat net par action	(1,46)	(1,17)	(5,78)	(1,32)	(1,05)	(1,43)

Le nombre d'actions pour les exercices 2010 et antérieurs a été recalculé en appliquant les mêmes modalités de division de la valeur nominale de l'action par 4 que sur l'exercice clos le 31 décembre 2011.

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée en 2013 aux organes de direction s'est élevée à 848 milliers d'euros.

4.4 Ventilation de l'effectif et droit individuel à la formation

L'effectif se détaille comme suit au 31 décembre 2013 :

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	119	-
Agents de maîtrise et techniciens	23	-
Apprentis		-
Contrat professionnalisation	1	
Total	143	-

Au 31 décembre 2013 les droits acquis et non pris par les salariés au titre du Droit Individuel à la Formation s'élèvent à 12 431 heures.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

La Société est fiscalement déficitaire et n'a pas acquitté d'impôt sur les bénéfices au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2013, le report déficitaire est le suivant :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2013
Total des déficits restant à reporter avant intégration fiscale de Janvier 2011	71 299
Total des déficits restant à reporter avant l'intégration fiscale	71 299
Deficits reportables pour l'exercice 2011	19 084
Deficits reportables pour l'exercice 2012	32 458
Deficits reportables pour l'exercice 2013	27 695
Total des déficits restant à reporter dans le cadre de l'intégration fisc	79 237
Total des déficits restant à reporter	150 537

Conformément aux règles et méthodes comptables applicables pour les comptes sociaux des sociétés françaises, la Société ne comptabilise pas d'actifs d'impôts différés sur ce déficit.

4.5 Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

Les accroissement et allègements de la dette future d'impôts s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2013
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
- C3S	191
- TVTS	2
- Amortissements exedentaires	5
Autres :	
- Plus values latentes sur valeurs mobilières de placement	
- Gains de change latents	-
- Provisions pour risques divers	794
Total des allègements	992
Déficits reportables y compris integration	150 537
Moins values à long terme	-

4.6 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels se détaillent comme suit :

En milliers d'euros	Produits	Charges	2013	2012
Sur exercice antérieur	2	24	(23)	(336)
Sur cession d'immobilisations	128	97	31	148
Sur dépréciation des titres	-	-	-	-
Sur risque et charges exceptionnels	-	1 154	(1 154)	-
Pénalités diverses	-	2	(2)	(15)
Total	130	1 277	(1 147)	(203)

Au 31 décembre 2013, INSIDE Secure a finalisé son projet de réduction d'effectifs, tant en France que dans les différents pays étrangers concernés par le plan. Le Groupe a comptabilisé une provision pour restructuration relative aux derniers départs notifiés avant la clôture et devant intervenir durant le premier trimestre 2014 pour un montant total de 1 154 milliers d'euros.

4.7 Transferts de charges

Les transferts de charges ont un caractère d'exploitation et s'élèvent à 1 118 milliers d'euros. Ils sont constitués des refacturations d'équipements et de consommables acquis pour le compte de certains clients.

4.8 Montant des dépenses de recherche et développement

Le montant des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges en 2013 s'élève à 28 298 milliers d'euros (32 121 milliers d'euros en 2012).

5. Engagements financiers et autres informations

5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

Il n'y a pas de dettes garanties par des sûretés réelles au 31 décembre 2013.

5.2 Montant des engagements financiers

Les engagements au 31 décembre 2013 sont présentés ci-après :

Engagements donnés en milliers d'euros	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
Engagements d'achat	-	20 510
Contrats de bail	4 243	-
Nantissement de valeurs mobilières de placement en garantie du loyer du Parc Club du Golf	-	293
Contrat de location financière pour matériel informatique	-	977
Couvertures de change USD/EUR (si évolution défavorable)	17 500	16 318
Total	21 743	38 098

Dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corporation le 30 septembre 2010, le Groupe s'est engagé à reprendre certains engagements d'Atmel Corporation d'acheter un nombre minimum de wafers à la société LFoundry sur une base annuelle dégressive pendant une durée de 48 mois à compter de la date d'acquisition, à un prix déterminé à l'avance. Au 31 décembre 2013, la totalité des engagements a été honorée. De plus, la société LFoundry a cessé toute activité et une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte en décembre 2013.

5.3 Liste des filiales et participations

Les filiales et participations se détaillent comme suit au 31 décembre 2013 :

Société	Pays	% détention	Monnaie	Capital	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat	Valeur comptable des titres détenus		Avance consentie (+)
								brute	nette	
Inside Secure Corporation	Etats-Unis	100%	Dollars US	50	1 027	7 387	308	50	50	(1 082)
Inside Secure (Asia) PteLtd	Singapour	100%	Dollars de Singapour	100	518	1 209	54	48	48	(172)
Inside Secure Sp.z.o.o.	Pologne	100%	Zloty	50	183	691	(92)	43	-	(67)
Vault-IC UK Ltd	Ecosse	100%	Livre sterling	1 £	4 490	5 794	373	8 630	8 630	(618)
Vault-IC France SAS	France	100%	Euros	1 298	5 724	13 634	654	1 340	1 340	(6 491)
INSIDE Secure B.V	Hollande	100%	Euros	100	1 095	1 139	780	4 570	4 570	(3 146)
Inside Secure France SAS	France	100%	Euros	1	1	-	-	1	1	-
Inside Secure KK	Japon	100%	Yen	100	2 261	73 181	2 161	1	1	122

5.4 Relations intra-groupe

Les opérations intra-sociétés réalisées au cours de l'exercice avec les sociétés du Société s'analysent de la façon suivante :

Produits	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2013
Produits d'exploitation	-	-
Produits financiers	-	-
Produits exceptionnels	-	-
Charges		
Charges d'exploitation	25 478	34 201
Charges financières	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
Total	25 478	34 201

Les charges d'exploitation correspondent principalement aux différents coûts supportés par les filiales et refacturés à la Société conformément aux contrats en vigueur.

5.5 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

Produits Financiers	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Intérêts refacturés clients	-	1
Différences positives de change	2 684	5 310
Produits net sur cessions des valeurs mobilières de placement	2	51
Intérêts contrats obligataires	382	617
Reprise de provisions risques et charges financières	297	415
Intérêts et charges	-	8
Total	3 366	6 402
Charges Financières		
	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Dotations financières aux amortissements et provisions (SAID +Mobiz)	191	297
Intérêts et charges	189	112
Différences négatives de change	3 715	6 532
Dotations pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
Total	4 095	6 941
Resultat Financier	(730)	(539)

5.6 Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la Société a mis en place une convention d'intégration fiscale avec sa filiale française Vault-IC France SAS.

* *
*